

NOTE CONSULTATIVE : INTERVENTIONS COVID-19 POUR LES PAYS AFRICAINS

RÉSUMÉ

Le COVID-19 a, en moins de trois mois, infecté plus d'un demi-million de personnes, déchiré des familles et des sociétés, déstabilisé les économies et perturbé les chaînes de valeur mondiales. Il s'agit à bien des égards d'une crise sanitaire mondiale sans précédent, qui a présenté un ensemble unique de problèmes que les gouvernements et les chefs d'entreprise n'ont jamais rencontrés auparavant. Pour les pays africains, ce virus devrait submerger les établissements de santé déjà insuffisants et inverser la croissance économique que de nombreux pays ont connue ces dernières années. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a révisé à la baisse la croissance de l'Afrique de 3,2% à 2%. De plus, une grande majorité des emplois en Afrique - dont 80% dans le secteur informel - ne peuvent pas être exercés à distance, ce qui représente un défi supplémentaire pour les gouvernements. On prévoit que les économies africaines auront besoin d'un stimulus de 100 milliards de dollars pour atténuer les effets économiques de cette crise. Cela ne tient même pas compte de ses ramifications psychosociales.

Des moments comme celui-ci appellent à une prise de décision rapide, associée à des solutions innovantes et efficaces pour pouvoir relever des défis en constante évolution. Les gouvernements africains devraient pouvoir s'appuyer sur les meilleures pratiques et les stratégies efficaces mises en œuvre par leurs voisins et leurs homologues mondiaux, tout en tenant compte des particularités locales pour adapter chaque solution afin de refléter le contexte du pays.

Ce mémoire se concentrera sur quatre principaux domaines de préoccupation, en se concentrant sur les interventions à court terme qui peuvent être mises en œuvre par les gouvernements pour minimiser les dommages causés par cette pandémie. Ces quatre domaines sont :

- Aide humanitaire - Que peuvent faire les High Networth Individuals (HNWI) et le secteur privé ?
- Assurer la continuité des activités des entreprises africaines, en particulier des PME
- Bonnes pratiques de gouvernance en temps de crise
- Développer des stratégies de communication efficaces et à large assise

Soulignant les principaux défis et les solutions possibles, cette note a été préparée par un groupe de professionnels déterminés à mettre leur expérience et leurs moyens au service de la lutte contre la pandémie en Afrique. Ce document s'appuie sur leur expertise combinée et leurs meilleures pratiques mondiales qui se sont révélées efficaces jusqu'à présent dans la lutte contre le COVID-19. Son objectif est d'attirer l'attention sur les solutions potentielles que les secteurs privé et public africains pourraient adopter pour lutter contre ce virus.

Ce mémoire a été préparé par :

- | | | |
|-----------------------------|-------------------------|----------------------------|
| ● M. Isaac Kwaku Fokuo, Jr. | ● M. Mohamed El Dahshan | ● M. Eric Kacou |
| ● Mme. Marcia Ashong | ● M. Lai Yahaya | ● Mme. Biola Alabi |
| ● Mme. Ada Osakwe | ● M. Kwame Asiedu | ● Mme. Aparupa Chakravarti |
| ● Mme. Ory Okolloh | ● Mme. Elizabeth Howard | ● Mme. Bathsheba Asati |

Pour toute question ou pour discuter des solutions proposées, veuillez envoyer un courriel à : isaac@bothold.com et contact@oxcon.co

1. ASSISTANCE HUMANITAIRE - QUE PEUVENT FAIRE LES HNWI ET LE SECTEUR PRIVÉ ?

Actuellement, les gouvernements africains sont confrontés à d'énormes déficits de financement combinés à une infrastructure et à un équipement médicaux inadéquats pour effectuer des tests rapides, mettre en œuvre des mesures préventives et traiter les cas à mesure qu'ils augmentent. De plus, même si de plus en plus de donateurs et de HNWI se mobilisent pour soutenir le continent, il n'a pas de mécanisme de canalisation efficace pour les fonds qui ont été collectés et de clarté sur les domaines les plus critiques vers lesquels acheminer ces fonds.

Solutions proposées :

- Les gouvernements doivent développer des paramètres clairs dans l'identification des secteurs clés vers lesquels orienter le financement. Une attention particulière devrait être accordée aux domaines suivants : préservation des moyens de subsistance des pauvres des zones rurales et urbaines ; identifier les interdépendances et les lacunes qui rendent nos économies vulnérables aux chocs exogènes ; et quelles industries sont particulièrement susceptibles de succomber aux mesures qui doivent être prises pour freiner la propagation du virus. Pour ces derniers, les industries telles que la vente au détail, le tourisme et l'hôtellerie, l'aviation, la fabrication - y compris les soins de santé, l'agriculture / l'agro-industrie et la construction devraient être prioritaires.
- Mobiliser les HNWI pour faire des dons aux efforts de secours - pour ce faire, les gouvernements peuvent offrir des incitations fiscales supplémentaires à ces personnes pour les aider à augmenter leurs contributions.
- Des mécanismes doivent être créés pour fournir un financement aux innovateurs africains qui travaillent à développer des solutions aux problèmes liés au COVID-19. Les plateformes de financement participatif peuvent être une solution potentielle, mais seulement si les régulateurs sont en mesure d'accélérer les politiques et réglementations requises pour leur permettre de fonctionner efficacement. Mis à part le financement, les grandes entreprises pourraient également travailler en étroite collaboration avec ces innovateurs, en faisant don de leur infrastructure, de leurs compétences et de leur expertise pour s'assurer que des solutions viables sont testées et déployées le plus rapidement possible.
- Les entreprises doivent être disposées à réorienter leur bassin de talents et à réaffecter leurs installations pour résoudre les problèmes les plus critiques découlant de cette pandémie. Les entreprises doivent travailler ensemble pour redéployer leurs employés qui seraient autrement redondants pour les entreprises confrontées à une demande plus élevée. Par exemple, les travailleurs de l'industrie hôtelière peuvent soutenir les établissements de santé, les entreprises de commerce électronique et les fabricants. Les usines de mode et de confection peuvent réorienter leurs opérations pour fabriquer des masques et des robes - des articles très demandés.

2. ASSURER LA CONTINUITÉ DES AFFAIRES DES ENTREPRISES AFRICAINES

La continuité des affaires est une préoccupation pour de nombreux acteurs du secteur privé à l'heure actuelle, mais les PME sont particulièrement vulnérables. Certains des problèmes spécifiques auxquels les entreprises sont actuellement confrontées comprennent :

- a. Forte baisse des revenus, empêchant les entreprises de s'acquitter de diverses obligations financières, notamment de payer des impôts et des taxes au gouvernement et de prendre en charge les frais généraux essentiels.

b. Perturbation des chaînes d'approvisionnement entraînant une augmentation des coûts logistiques et entravant l'accès aux intrants, biens et services essentiels.

c. Incapacité à mener des affaires à distance face aux verrouillages et couvre-feux imposés par le gouvernement. Cela est particulièrement vrai pour ceux qui travaillent dans le secteur informel, ainsi que pour ceux qui travaillent dans des industries telles que l'agriculture et la construction.

d. Modèles commerciaux qui sont tout simplement intenables dans le contexte d'une pandémie mondiale, comme le tourisme et l'hôtellerie.

Solutions proposées :

- Exonérations et réductions d'impôts - gel des charges sociales, exonérations fiscales sur certains produits et remboursement des remboursements de TVA en suspens.
- Baisser les taux d'intérêt pour permettre aux entreprises d'accéder à une dette moins chère.
- Octroi de prêts d'intervention à faible taux d'intérêt aux entreprises vulnérables
- Le report des paiements statutaires pendant au moins six mois sans encourir de pénalités.
- Modifier les politiques sur les prêts non performants pour éviter une crise systémique entre les banques.
- Fournir un soutien financier aux entreprises qui pourraient sinon faire faillite / ne pas récupérer en raison de la crise. Ceci est particulièrement important pour les entreprises du secteur informel qui ne peuvent pas mettre en œuvre des mesures de travail à distance.
- Mobiliser des professionnels africains - avocats, conseillers financiers, consultants, etc. - pour donner de leur temps afin d'aider les entreprises gravement touchées par cette pandémie à repenser leurs modèles d'affaires ; négocier avec leurs fournisseurs, banques, etc. ; et mettre en œuvre des stratégies pour les aider à atténuer les effets de cette pandémie.

3. BONNE GOUVERNANCE EN TEMPS DE CRISE

Dans la lutte contre ce virus, les gouvernements africains sont confrontés à deux défis majeurs : le premier est le non-respect des directives politiques par ses citoyens, tandis que le second est l'insuffisance des fonds pour soutenir pleinement leurs économies alors qu'ils traversent cette crise. Dans certains cas, le non-respect n'est pas le résultat de la désobéissance des citoyens mais un défi causé par les réalités sur le terrain - par exemple, les mesures préventives, telles que la distanciation sociale, sont très difficiles à mettre en œuvre dans les établissements informels et les bidonvilles. En outre, de nombreux emplois du secteur informel ne peuvent pas être effectués à distance.

Solutions proposées :

- Les services de base gratuits doivent être étendus aux communautés vulnérables. Les gouvernements doivent également fournir des trousseaux de survie qui comprennent les besoins quotidiens, tels que de la nourriture et des articles de toilette à ces communautés vulnérables pour les

encourager à rester chez elles. Il peut être possible de travailler avec des organisations existantes - secteur privé et ONG - qui ont des réseaux de distribution capables de livrer au dernier kilomètre.

- Les gouvernements africains doivent faire pression pour l'allégement de la dette et la suspension des paiements à court terme sur les obligations souveraines afin de libérer de l'argent pour des besoins plus urgents, tels que soutenir la continuité des affaires, fournir des packs de survie mensuels aux communautés vulnérables et accorder des subventions sur les factures d'eau et d'électricité.
- Les pays africains doivent collaborer davantage les uns avec les autres, en partageant des informations entre eux sur les solutions qui se sont avérées / se révèlent efficaces. Les pays qui ont une vaste expérience dans la lutte contre les épidémies sévères, en particulier, pourraient offrir des enseignements essentiels. Les pays peuvent même mettre leurs finances en commun en créant des établissements de santé régionaux temporaires pour compléter collectivement la capacité de leurs hôpitaux.

4. COMMUNICATION LARGE, EFFICACE ET PRÉCISE

L'un des plus grands problèmes qui ont favorisé la propagation de cette pandémie a été l'incohérence des informations diffusées. Bien que les gouvernements se soient efforcés de tenir leurs citoyens bien informés des mesures de prévention efficaces et des cas dans leurs pays respectifs - certaines personnes, en particulier via les médias sociaux, ont diffusé de fausses informations sur le COVID-19. Outre ce défi, une mauvaise connectivité et des coûts de données élevés limitent l'accès des citoyens à l'information.

Solutions proposées :

- Offrir des données mobiles gratuites et un accès Internet public pour prendre en charge le travail à distance et l'accès aux informations.
- Fournir des mises à jour fréquentes aux citoyens dans les langues locales et en utilisant plusieurs plateformes, par exemple la radio, la télévision, la presse écrite, les médias sociaux, les crieurs publics, pour diffuser ces informations.
- Créer des plateformes de données en temps réel intégrées dans les sites Web des ministères de la santé pour fournir des informations crédibles aux citoyens et également donner aux gouvernements un accès à des informations à jour sur les tendances et les domaines qui pourraient avoir besoin de ressources.
- Veiller à ce que les informations partagées, notamment par les journalistes, mettent en évidence avec précision non seulement les échecs et les défis, mais également les initiatives prises pour lutter contre ce virus. De plus, les histoires sur les victimes et leurs familles doivent être traitées avec sensibilité et dans le respect de leur vie privée.
- Utiliser les plateformes SMS pour fournir des informations de suivi, en particulier pour informer les citoyens de nouveaux cas dans un emplacement spécifique et des emplacements précédents que la personne infectée a pu visiter. Cela devrait être efficace pour encourager le dépistage volontaire chez les personnes qui ont pu visiter des endroits similaires.
- Travailler avec les chefs communautaires et religieux pour informer les citoyens sur l'importance de se conformer à certaines des mesures qui ont été imposées. L'engagement au niveau communautaire en utilisant les chefs de village et d'autres anciens de la communauté sera plus efficace pour diffuser les messages sur les mesures préventives, ainsi que pour surveiller l'activité et les développements clés de manière localisée.

CONCLUSION

Les interventions suggérées dans cet article se concentrent sur les besoins à court terme des gouvernements africains pour contenir la propagation de ce virus. De telles situations nécessitent que toutes les parties prenantes, y compris chaque citoyen, engagent leur expertise, leurs compétences, leur temps et leurs finances pour garantir que le continent subisse des pertes minimales. De plus, les gouvernements doivent s'unir pour mettre en place des structures de soutien régionales, voire continentales, afin de lutter avec succès contre ce virus. Plus important encore, pour que ces solutions fonctionnent, les contextes et défis locaux doivent être pris en compte et chaque solution doit être ajustée en conséquence pour promouvoir son efficacité.

ANNEXE

1- QUELQUES QUESTIONS CLÉS QUI ONT ÉTÉ SOULEVÉES JUSQU'À PRÉSENT

QUESTIONS CLÉS
<p>Questions macro</p> <ol style="list-style-type: none">1. Comment les pays africains maintiennent-ils des économies fragiles stables, en particulier sans perdre de vue ceux qui sont à la base de nos structures économiques ?2. Qu'a révélé le COVID-19 concernant les défaillances existantes des systèmes économiques et sociaux africains ? De quelles manières pouvons-nous travailler à rectifier / réviser ces échecs pour créer des sociétés plus performantes ? Quelles sont les implications pour notre approche / compréhension du travail, de la productivité, du succès et comment les citoyens interagissent entre eux et avec notre environnement ?3. Quelles sont les interventions spécifiques nécessaires pour atténuer l'impact de ce virus sur des secteurs spécifiques tels que l'hôtellerie, l'aviation et les soins de santé qui sont les plus touchés par cette pandémie ?4. Comment les approches ascendantes et descendantes peuvent-elles interagir efficacement, avec des mécanismes en place qui permettent la participation productive des citoyens ?
<p>Secteur public</p> <ol style="list-style-type: none">1. Comment les gouvernements acheminent-ils les fonds des donateurs, des organisations multilatérales et des fonds d'urgence qu'ils ont créés pour lutter contre cette pandémie ? Les secteurs clés et les groupes vulnérables devraient-ils être identifiés comme les bénéficiaires prioritaires de ces fonds ?2. Comment les gouvernements gèrent-ils efficacement une pandémie dans des sociétés où un grand nombre n'ont pas accès aux nécessités de base telles que la plomberie intérieure, les capacités de stockage des aliments, etc. ? Y a-t-il d'autres mesures vitales nécessaires pour des sociétés comme la nôtre qui tiennent compte de ces réalités ?3. Les gouvernements devraient-ils envisager de suspendre les charges sociales pour alléger le fardeau des entreprises afin qu'elles puissent continuer à payer les employés ?
<p>Secteur privé</p> <ol style="list-style-type: none">1. Comment les entreprises peuvent-elles utiliser leurs chaînes d'approvisionnement, leurs réseaux de distribution et leurs installations de production pour contribuer à grande échelle à la lutte contre le COVID-19 ?2. Si un entrepreneur doit réduire ses salaires, comment va-t-il procéder pour prendre cette décision ?
<p>Institutions philanthropiques / Fondations / Donateurs / IFD</p> <ol style="list-style-type: none">1. Que font ces institutions individuellement et collectivement pour mobiliser leurs fonds vers des secours à court et moyen terme ?2. Leurs programmes d'aide sont-ils adaptés aux situations d'urgence ou sont-ils restrictifs dans leur approche, ce qui pourrait limiter leur effet en tant que secours d'urgence ?3. Y a-t-il eu des initiatives pour détourner des fonds pour soutenir les budgets nationaux ?
<p>Préoccupations sociales</p> <ol style="list-style-type: none">1. Comment pouvons-nous aider à façonner le récit et faire notre part pour créer de l'empathie, de la compassion et de la conscience de soi pendant cette période ?2. Quel devrait être le rôle des médias sociaux et des autres plateformes de messagerie pour aider à changer les comportements ? Les plateformes de médias sociaux font-elles plus de mal que de bien dans ces circonstances ?3. Quel est le rôle de la technologie en général ?

4. Pourquoi peu de gens comprennent-ils l'impératif de rester à la maison et de se distancier socialement ? Que peut-on faire pour que davantage de personnes se conforment ? Comment pouvez-vous contenir l'anxiété croissante des citoyens à la fermeture des entreprises?

2 - MEILLEURES PRATIQUES MONDIALES

☐ ASSISTANCE HUMANITAIRE - QUE PEUVENT FAIRE LES HNWI ET LES CORPORATIONS ?

LES MEILLEURES PRATIQUES
Dons de HNWI
<ul style="list-style-type: none"> ● Aliko Dangote : la Fondation Aliko Dangote a fait don de plus de 0,5 million USD pour soutenir les efforts actuels du gouvernement nigérian visant à freiner la propagation du CoronaVirus ou du Covid-19 dans le pays. ● Les Sud-Africains Johan Rupert et Nicky Oppenheimer ont fait don de plus de 114 millions de dollars au Fonds de solidarité - un fonds créé pour aider les petites entreprises et leurs employés touchés par la pandémie de coronavirus et le blocage subséquent. ● Italie : HNWI s'est réuni pour faire un don de plus de 44 millions USD pour lutter contre le coronavirus en Italie. ● Jack Ma : Grâce à sa fondation, il fait don de 1,1 million de kits de test, 6 millions de masques et 60 000 combinaisons de protection et écrans faciaux. Ils sont tous envoyés en Ethiopie en premier, d'où ils seront envoyés dans tous les autres pays du continent africain.
Financement aux Africains qui trouvent des solutions innovantes.
<p>1. Le plus grand incubateur d'innovations d'Afrique CcHub offrira un financement pour soutenir les innovations liées au COVID-19.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● CcHub offrira un financement et un soutien technique aux projets technologiques visant à réduire le COVID-19 et son impact social et économique. ● CcHub fournira de 5 000 à 100 000 dollars de blocs de financement aux entreprises ayant des projets liés au COVID-19 couvrant la communication du dernier kilomètre, le soutien aux personnes infectées et les plus vulnérables, la production de fournitures médicales essentielles et le soutien aux chaînes d'approvisionnement alimentaire perturbées.
<p>2. La Commission européenne a lancé un appel à candidatures pour les startups et les PME dotées de technologies et d'innovations susceptibles de contribuer au traitement, aux tests, à la surveillance ou à d'autres aspects de l'épidémie de coronavirus.</p>
Efforts du secteur privé
<p>1. Italie : le groupe Menarini convertit une usine de production pour produire et faire don de gel désinfectant</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Le géant pharmaceutique Menarini produira 5 tonnes de gel désinfectant par semaine qui seront distribuées sur tout le territoire italien et gratuitement par le Département national de la protection civile italien.
<p>2. Italie : Don de Dolce & Gabbana pour soutenir la recherche sur le COVID-19</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Dolce & Gabbana a fait un don non divulgué à l'Université Humanitas de Milan, pour faire avancer la recherche sur la réponse du système immunitaire au COVID-19.

3. Les entreprises de mode produisent maintenant des masques et autres articles de première nécessité pour lutter contre le COVID-19.

- Des sociétés telles que Christian Siriano, Inditex (société mère de ZARA), Kering, Gucci, etc. se sont engagées à faire don de millions de masques et à utiliser une partie du tissu dont elles disposent pour les fabriquer.
- D'autres, comme L'Oréal et LVMH, utilisent désormais leurs installations pour fabriquer un désinfectant pour les mains et un gel hydro-alcoolique.

4. Certaines entreprises africaines donnent l'exemple en utilisant leurs installations pour produire les fournitures médicales nécessaires.

- Vêtements DTRT - un fabricant de vêtements au Ghana utilise du tissu pour fabriquer des masques.
- EMZOR au Nigéria, un fabricant de produits pharmaceutiques se prépare également à fabriquer les fournitures médicales nécessaires pour lutter contre le COVID-19.

5. Les constructeurs automobiles s'associent pour produire des ventilateurs et d'autres équipements médicaux.

- Vauxhall, Ford Motors et General Motors ont proposé d'utiliser leurs installations pour fabriquer des ventilateurs, des composants de ventilateur et d'autres équipements médicaux pour soutenir la lutte contre le COVID-19.

6. Afrique : Jumia fait don de masques de santé certifiés et facilite la distribution du dernier kilomètre

- Tirant parti de l'accès de l'entreprise à l'approvisionnement, Jumia a fait don de masques faciaux certifiés aux ministères de la Santé du Kenya, de la Côte d'Ivoire, du Maroc, du Nigéria, de l'Ouganda et d'autres, et a proposé de coordonner la distribution entre les établissements de santé et les travailleurs, en tirant parti de la distribution du dernier kilomètre de l'entreprise.

❑ STRATÉGIES POUR LA CONTINUITÉ DES AFFAIRES, NOTAMMENT POUR LES PME

LES MEILLEURES PRATIQUES

Soutien à la continuité des activités

1. Royaume-Uni : soutien financier aux entreprises pour assurer la continuité des activités

- Programme de maintien dans l'emploi des coronavirus : le gouvernement couvrira la plupart des salaires du personnel qui ne travaille pas actuellement. Les employeurs peuvent demander et compléter le montant restant.
- Paiements de TVA : suspendus pendant 3 mois pour soutenir les flux de trésorerie des entreprises.
- Régime de prêts pour les interruptions d'activité du coronavirus (PME) : accès à un fonds de roulement pouvant atteindre 5 millions de livres sterling. Le gouvernement couvrira les 12 premiers mois de paiement des intérêts et fournira également aux prêteurs une garantie allant jusqu'à 80%.
- COVID Corporate Financing Facility (grandes entreprises) : une nouvelle facilité de prêt de la Banque d'Angleterre pour aider à soutenir la liquidité des grandes entreprises.

2. Égypte : la Banque centrale d'Égypte (CBE) a mis en œuvre des mesures pour soutenir l'économie égyptienne.

- CBE a ordonné aux banques locales du pays de ne pas imposer d'amendes supplémentaires appliquées aux paiements en retard sur les prêts non performants pour les 6 prochains mois.
- CBE a également prolongé la période d'exclusion pour certains produits alimentaires de base, à savoir le riz, les lentilles et les fèves, de leur couverture en espèces à 100% pendant un an, ou jusqu'au 15 mars 2021.
- Le Comité de politique monétaire (MPC) de CBE lundi pour réduire les taux d'intérêt directeurs de CBE de 3% pour soutenir l'activité économique dans différents secteurs.

- Les banques ont également été invitées à annuler les frais de retrait aux distributeurs automatiques de billets pour les 6 prochains mois. Elles ont également augmenté les limites de transactions sur les cartes de crédit.
- CBE a chargé les banques de fournir les limites de crédit nécessaires pour financer le fonds de roulement ou le capital d'une entreprise utilisé dans ses opérations commerciales quotidiennes, en particulier le paiement des salaires des employés des entreprises.
- Des facilités de crédit de deux ans doivent être accordées pour soutenir les hôtels.

3. Ouganda :

- La Bank of Uganda a annoncé son intention d'intervenir sur le marché des changes pour renforcer le shilling et fournir une aide en liquidité d'une durée maximale d'un an aux institutions financières qui pourraient en avoir besoin.

4. Singapour : assistance aux entreprises confrontées au COVID-19

- Un plan de stabilisation et de soutien d'un montant de 4 milliards de dollars pour soutenir les entreprises en défrayant leurs coûts salariaux et en répondant aux besoins de trésorerie à court terme.
- Soutien supplémentaire aux secteurs directement touchés par le COVID-19, à savoir le tourisme, l'aviation, la vente au détail, les services de restauration et les services de transport point à point. Cela a notamment consisté à renoncer à certains frais de licence liés au secteur hôtelier.
- Remises sur les frais d'atterrissage et de stationnement des avions, assistance aux agents d'assistance en escale et remises de location pour les magasins et les agents de fret à l'aéroport de Changi.
- Un programme cofinancé de 77 millions de dollars (le gouvernement paie 45 millions de dollars et les sociétés de taxi le reste) aidera les chauffeurs de taxi et de voitures de location privées à traverser cette période incertaine.
- Un mois complet de dispense de location pour les marchands des centres de colportage et des marchés.

5. Pérou : le gouvernement accorde des allocations en espèces aux familles vivant dans la pauvreté

- Le gouvernement donne 110 \$ aux familles vivant dans la pauvreté pour les 15 jours de quarantaine actuels.
- Le gouvernement gère les listes des pauvres depuis environ 10 ans, les met à jour chaque année et est désormais élargi pour inclure les récupérateurs de déchets.
- Le gouvernement travaille activement pour étendre le programme aux travailleurs informels.

6. Canada : plan d'aide d'urgence de 75 milliards de dollars pour soutenir les travailleurs du secteur informel

- Le package est conçu pour mettre de l'argent entre les mains des travailleurs - y compris les indépendants, les contractuels et les employés de concert - qui ont perdu leur travail ou sont incapables d'en avoir à cause du COVID-19.
- Le gouvernement s'attend à disposer d'un système d'enregistrement pleinement opérationnel d'ici le 6 avril et les paiements parviendront aux résidents d'ici la mi-avril.

GOUVERNANCE EN TEMPS DE CRISE

LES MEILLEURES PRATIQUES

Gouvernance en temps de crise

1. Taïwan : utiliser la technologie civique pour arrêter une pandémie grâce à la plateforme de démocratie numérique vTaiwan à laquelle participe la moitié de la population.

- Le partage d'informations ascendant, les partenariats public-privé, le « hacktivisme » (activisme par la construction de preuves de concept rapides et efficaces mais efficaces pour les services publics en ligne) et

l'action collective participative ont été au cœur du succès du pays dans la coordination un ensemble consensuel et transparent de réponses au coronavirus.

- La participation de la communauté à la prise de décision et à la mise en œuvre rapide a été essentielle pour renforcer la coopération entre les différents secteurs et garantir la conformité.

2. Leçons de Hangzhou, la capitale de la province du Zhejiang, Chine

- Fournir des indications claires sur le degré et la portée du verrouillage.
- Suivre la mise en œuvre jusqu'aux individus, appartements, maisons, communautés, organisations, équipements publics et gestion de la ville.
- Garder l'essentiel comme la nourriture et les fournitures qui circulent grâce à des arrangements organisés et contrôlés par le gouvernement.
- Désigner des établissements de soins et de gestion des maladies infectieuses pour isoler, surveiller et traiter les cas positifs.
- Mettre en place des systèmes électroniques d'enregistrement et de suivi et des équipes d'intervention locales pour gérer les cas identifiés 24/7.
- Établir des canaux de communication et de communication centralisés pour tenir les citoyens informés.

3. Corée du Sud : tests au volant - l'augmentation des points de test réduit la spéculation et fournit des données réelles sur les taux d'infection

- Les tests durent environ 10 minutes et sont gratuits. Les résultats sont envoyés par SMS le lendemain.
- Au 13 mars, la Corée du Sud avait effectué 3 600 tests par million d'habitants, contre cinq par million aux États-Unis.

4. Kenya et Ghana : Réalisation d'enquêtes sur les défis économiques pour les entreprises à la suite de COVID-19

- Le gouvernement kenyan sollicite les commentaires des propriétaires d'entreprises pour comprendre l'impact économique lié à COVID-19 sur chaque secteur d'activité. Le gouvernement a également mis en place un Business Emergency Center pour analyser ces informations et prendre les mesures appropriées.
- La Chambre du Royaume-Uni et du Ghana entreprend une étude d'impact sur les entreprises COVID-19 pour saisir les points de vue des entreprises qui seront présentés à diverses parties prenantes, y compris le gouvernement du Ghana - cela mettra en évidence les préoccupations et les suggestions du secteur privé.

5. EAU : Les chefs religieux ont utilisé leurs plateformes pour encourager les croyants à rester chez eux

- Les prières de la congrégation ont été suspendues pour les quatre prochaines semaines. Des mosquées à travers le pays ont également ajouté les mots « priez chez vous » dans l'appel islamique à la prière.

☐ COMMUNICATION EFFICACE ET LARGE

LES MEILLEURES PRATIQUES

Communication efficace et large

1. Entreprise de télécommunications basée en Ouganda :

- Roke Telkom a lancé une campagne pour aider les entreprises, les centres Edu et les particuliers à rester connectés aux applications et services d'éducation, de communication et de productivité sans frais supplémentaires.

- Les applications détaxées comprennent Google Classrooms, Google Hangouts, Office 365, Teams, Trello, Skype et Zoom pour prendre en charge et garantir que les affaires se poursuivent et que les étudiants peuvent toujours accéder aux outils d'apprentissage et aux cours en ligne.

2. Comcast ouvre des hotspots WiFi gratuits à Washington DC et supprime les limites de données pour les clients :

- Les hotspots publics gratuits, qui deviendront disponibles dans les prochains jours ouvrables, seront répartis dans tout l'État et principalement situés dans des zones comme les parcs ou à proximité des quartiers commerçants ou des petites entreprises.

- Comcast promet également de ne pas déconnecter les services Internet d'un client ou d'émettre des frais de retard si les clients ne peuvent pas payer leurs factures pendant cette période.

3. Les fournisseurs britanniques donnent à leurs clients un accès gratuit au NHS pour accéder à des informations fiables sur la santé :

- Les entreprises de téléphonie mobile au Royaume-Uni, notamment Vodafone, EE, O2 et Three, ne promettent aucun frais de données pour les conseils en ligne sur les coronavirus du NHS afin de garantir à chacun un accès gratuit à des informations de santé fiables.

- L'accès gratuit aux services en ligne sera disponible aussi longtemps que le coronavirus restera au Royaume-Uni, a déclaré le ministère de la Santé et des Affaires sociales.

4. Efforts des gouvernements kenyans pour assurer une couverture Internet plus large

- La Kenya Civil Aviation Authority (KCAA) a signé un accord avec Google Loon qui permet à Loon Balloons de survoler l'espace aérien kenyan avec des stations de base 4G avec une capacité à fournir une couverture Internet plus large.

- Cela stimulera également l'apprentissage en ligne car il permettra aux enseignants et aux étudiants d'accéder à distance au matériel pédagogique et atténuera les interruptions de travail pour les citoyens travaillant à distance.